



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté n° PCICP n°2020275-0006 du 1er octobre 2020

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société COVED
Commune de LA CHAPELLE ST LUC

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Le préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.541-1, L.541-2, L.541-3, L. 171-7 et L. 171-8 ;
- VU** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 12 juillet 2017 nommant Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube.
- VU** le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;
- VU** l'arrêté n° PCICP2020034-0001 du 03 février 2020 portant délégation de signature à Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;
- VU** la décision de la commission européenne n° 2018/1147 du 10 août 2018 (parue le 17 août 2019) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2019 actant que l'établissement relève de la directive IED pour la rubrique principale n° 3550 « stockage temporaire de déchets dangereux » et relève du document sur les meilleures techniques disponibles BREF WT ;

VU le dossier de réexamen de l'exploitant reçu le 9 septembre 2019 en préfecture de l'Aube,

VU le rapport de base reçu le 14 octobre 2019 en préfecture de l'Aube,

VU les échanges de courriers électroniques entre l'inspection des installations classées et l'exploitant en date des 21 février, 10 mars, 26 juin et 2 juillet 2020,

VU le projet d'arrêté d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance du demandeur le 6 août 2020 ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que la société COVED exploite à LA CHAPELLE ST LUC des installations visées par la rubrique n° 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et à ce titre est soumis à la législation IED ;

CONSIDÉRANT que, pour ces installations, au vu de la date de parution du BREF WT, l'exploitant aurait dû, le 17 août 2019 au plus tard, remettre au préfet le dossier de réexamen mentionné à l'article R. 515-71 du code de l'environnement comportant les éléments décrits à l'article R.515-72 du même code, et joindre à ce dossier le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement (article L.515-30 du code de l'environnement) ;

CONSIDÉRANT que le dossier de réexamen reçu le 9 septembre 2020 sus-visé et que le rapport de base reçu le 14 octobre 2019 sus-visés ne correspondent pas aux attendus du code de l'environnement, notamment l'absence de justifications aux BREFS transversaux, l'insuffisance des justifications de conformité aux MTD du BREF WT, l'absence d'analyses de sols et d'interprétation des résultats dans le rapport de base,

CONSIDERANT que l'exploitant a d'ores et déjà été informé de ces manquements par un courrier électronique du 21 février 2020 qui lui demandait de s'engager sous 15 jours sur un délai pour la remise d'un dossier conforme,

CONSIDERANT que les échanges subséquents n'ont pas permis d'établir de façon certaine que le dossier de réexamen et que le rapport de base comportant les éléments attendus allaient être remis, mais que l'exploitant a proposé de remettre les documents demandés pour le 31 août 2020 au plus tard,

CONSIDERANT qu'à la date du 31 août 2020, les documents demandés n'ont toujours pas été réceptionnés par l'administration.

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société COVED de respecter ses obligations afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture du département de l'Aube,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER} – MISE EN DEMEURE

La société COVED, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux 75008 PARIS, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure pour son site exploité Z.I. des prés de Lyon 10601 à LA CHAPELLE ST-LUC, de respecter au plus tard au 30 octobre 2020 les prescriptions de l'article R.515-71 et de l'article L.515-30 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 – RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX ou par le biais de l'application telerecours (www.telerecours.fr) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la Société COVED.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LA CHAPELLE ST-LUC et mise à disposition de toute personne intéressée.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pour une durée de deux mois.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que monsieur le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TROYES, le 01 OCT. 2020

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale,

Sylvie CENDRE